



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 254
(Privé)

Loi modifiant la charte de la Ville de Québec

Présentation

Présenté par
M. Jean Leclerc
Député de Taschereau



Éditeur officiel du Québec
1990

Projet de loi 254

(Privé)

Loi modifiant la charte de la Ville de Québec

ATTENDU que la Ville de Québec a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 95 des lois de 1929 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95) est modifiée par l'addition, après l'article 4*g*, du suivant:

« **4*h*.** La ville peut, à l'occasion de l'exécution de travaux, conclure une entente avec une entreprise d'utilité publique en vue d'exécuter des travaux pour le compte de cette dernière et à ses frais. ».

2. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 17*c*, du suivant:

« **17*d*.** Aux fins de l'article 2 de la Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., chapitre T-11.001), un membre du conseil qui est membre de la Commission d'urbanisme et de conservation de Québec ou de la Commission de l'exposition provinciale de Québec est réputé exercer des fonctions particulières pouvant donner lieu à une rémunération additionnelle. Le conseil peut, par règlement, fixer une rémunération additionnelle pour ces membres même si les membres de ces organismes qui ne sont pas des membres du conseil reçoivent déjà une rémunération. ».

3. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 148, des suivants:

« **148a.** Le conseil peut désigner un de ses membres comme vice-président afin de remplacer le président lorsque celui-ci est absent ou désire participer aux délibérations. Lorsqu'il exerce la présidence du conseil, le vice-président jouit des mêmes privilèges et assume les mêmes obligations que le président à l'exception toutefois du droit à la rémunération additionnelle prévue à un règlement adopté en vertu de la Loi sur le traitement des élus municipaux.

« **148b.** Le maire peut soumettre à l'approbation du conseil une motion relative à la nomination d'au plus deux conseillers dont la responsabilité est d'assister les membres du comité exécutif à titre de conseiller associé. Cette motion ne peut être amendée. Le mandat d'un conseiller associé se termine en même temps que son mandat comme membre du conseil sauf s'il est remplacé comme conseiller associé par le conseil sur motion présentée par le maire. Un conseiller associé ne siège pas au comité exécutif. ».

4. L'article 149 de cette charte, remplacé par l'article 7 du chapitre 42 des lois de 1980, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **149.** La majorité des membres du conseil constitue le quorum sauf lorsqu'il en est autrement prescrit. ».

5. L'article 157 de cette charte, remplacé par l'article 48 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, est de nouveau modifié, par le remplacement, à la première ligne, des mots « est absent » par les mots « et le vice-président sont absents ».

6. L'article 159b de cette charte, édicté par l'article 49 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967 et par l'article 58 du chapitre 61 des lois de 1984, est remplacé par le suivant :

« **159b.** Un organisme désigné sous le nom de « Office du personnel » composé du directeur général, du directeur du service du personnel et du directeur du service intéressé dans le cas soumis, a pour fonction de recommander au comité exécutif l'engagement, la promotion, la permutation, la diminution de grade, la suspension et la destitution des employés de la ville, y compris ceux de la Commission de l'exposition provinciale de Québec, à l'exception toutefois du directeur général, d'un directeur de service et de leurs adjoints. Pour les fins de l'Office du personnel, le directeur administrateur de la Commission de l'exposition provinciale de Québec est considéré comme un directeur de service.

Le comité exécutif peut autoriser l'Office du personnel à permuter tous les employés de la ville, y compris ceux de la Commission de l'exposition provinciale de Québec, à l'exception toutefois du directeur général, d'un directeur de service et de leurs adjoints, ou à les suspendre pour une période inférieure à six jours. ».

7. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 162*h*, du suivant :

« **162i.** La Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) ne s'applique pas aux employés permanents ou réguliers de la ville effectuant des travaux de rénovation ou de restauration aux immeubles de la ville. ».

8. L'article 186 de cette charte, édicté par l'article 7 du chapitre 80 des lois de 1973 est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « Il peut également prescrire des règles de procédure et de régie interne de ces comités. ».

9. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 250, du suivant :

« **251.** Malgré la Loi concernant les droits sur les divertissements (L.R.Q., chapitre D-14), la ville peut imposer, par règlement, relativement aux activités tenues durant la période et sur le site de l'exposition provinciale à l'égard desquelles le montant payé pour participer à l'amusement n'est pas perçu sous la forme d'un prix d'admission, des droits sur les divertissements basés sur le mètre linéaire de façade d'occupation ou de toute autre façon décrétée par ce règlement. ».

10. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 309*a*, des suivants :

« **309b.** Le conseil peut, par règlement, à l'égard d'une subvention versée dans le cadre d'un règlement adopté en vertu des articles 304, 306 ou 308, ou d'une subvention versée en vertu de l'article 305 :

1° stipuler que le changement de la destination ou du mode d'occupation de cet immeuble, dans un délai qu'il fixe, d'au plus dix ans, entraîne la remise à la ville, dans une proportion qu'il détermine en fonction de la période écoulée, de la subvention versée par elle à l'égard de cet immeuble, ou que tout permis qui peut être requis en vue d'un changement de destination ou d'occupation peut être refusé tant que cette remise n'est pas effectuée ;

2° prévoir que la remise de la subvention est exigible de toute personne qui est propriétaire de l'immeuble à l'époque du changement de destination ou d'occupation;

3° prescrire les formalités nécessaires pour garantir le respect des exigences stipulées en application des paragraphes 1° et 2°, notamment la signature par le propriétaire bénéficiaire de la subvention de tout document établissant les limites ainsi stipulées au droit de propriété de cet immeuble, qui peut être requis pour fins d'enregistrement; obliger, s'il y a lieu, le propriétaire bénéficiaire de la subvention à faire procéder à cet enregistrement.

L'enregistrement de tout document mentionné au paragraphe 3° du premier alinéa se fait par dépôt et le registrateur est tenu de le recevoir et d'en faire mention à l'index des immeubles.

« **309c.** Le conseil peut, aux fins mentionnées dans les articles 304 à 308, fixer des taux de subvention ou de crédit de taxe différents selon que les bénéficiaires sont des organismes à but non lucratif, des coopératives ou des particuliers.

Il peut également limiter l'accessibilité des particuliers aux subventions, sur la base du revenu du ménage et, à cette fin, définir la notion de revenu du ménage et prévoir les modes d'évaluation et de contrôle de cette limitation. ».

11. L'article 336 de cette charte, modifié par l'article 8 du chapitre 122 des lois de 1930-1931, par l'article 5 du chapitre 104 des lois de 1931-1932, par l'article 19 du chapitre 111 des lois de 1935, par l'article 67 du chapitre 102 des lois de 1937, par l'article 12 du chapitre 104 des lois de 1938, par l'article 22 du chapitre 102 des lois de 1939, par l'article 27 du chapitre 74 des lois de 1940, par l'article 12 du chapitre 50 des lois de 1943, par l'article 8 du chapitre 47 des lois de 1944, par l'article 20 du chapitre 71 des lois de 1945, par l'article 17 du chapitre 51 des lois de 1948, par l'article 8 du chapitre 63 des lois de 1951-1952, par l'article 4 du chapitre 36 des lois de 1952-1953, par l'article 1 du chapitre 67 des lois de 1955-1956, par l'article 9 du chapitre 50 des lois de 1957-1958, par l'article 6 du chapitre 96 des lois de 1960-1961, par l'article 7 du chapitre 66 des lois de 1963, par l'article 5 du chapitre 69 des lois de 1964, par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 38 du chapitre 86 des lois de 1969, par les articles 29, 30 et 31 du chapitre 68 des lois de 1970, par l'article 146 du chapitre 55 des lois de 1972, par l'article 29 du chapitre 75 des lois de 1972, par l'article 8 du chapitre 80 des lois de 1973, par l'article 12 du chapitre 97 des lois de 1974, par l'article 15 du chapitre 54 des lois de 1976, par l'article 457 du chapitre 72 des lois de 1979, par les articles

23, 45 et 51 du chapitre 42 des lois de 1980, par l'article 272 du chapitre 63 des lois de 1982, par l'article 17 du chapitre 64 des lois de 1982, par les articles 22, 59 et 60 du chapitre 61 des lois de 1984, par l'article 140 du chapitre 27 des lois de 1985, par l'article 22 du chapitre 116 des lois de 1986, par l'article 17 du chapitre 88 des lois de 1988 ainsi que par l'article 1 du chapitre 81 des lois de 1989, est de nouveau modifié :

1° au paragraphe 12b :

a) par l'addition, à la première ligne du premier alinéa, après le mot « enseigne », des mots « ou d'un panneau-réclame » ;

b) par l'addition, à la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « enseignes », des mots « ou les panneaux-réclame » ;

c) par l'addition, à la sixième ligne du premier alinéa, après les mots « d'enseignes », des mots « ou de panneaux-réclame » ;

d) par l'addition, à la première ligne du deuxième alinéa, après le mot « enseigne », des mots « ou d'un panneau-réclame » ;

e) par l'addition, à la première ligne du troisième alinéa, après le mot « enseignes », des mots « ou les panneaux-réclame » ;

f) par l'abrogation du cinquième alinéa ;

2° par le remplacement du paragraphe 12c par le suivant :

« 12c. Pour définir ce qui constitue une enseigne ou un panneau-réclame et établir différentes catégories d'enseignes ou de panneaux-réclame ; » ;

3° par l'addition, après le paragraphe 12c, du suivant :

« 12d. Pour les fins des paragraphes 12a, 12b et 12c, les mots « enseigne » et « panneau-réclame » comprennent aussi leurs structures et le mot « propriétaire » comprend le propriétaire, possesseur ou occupant d'un immeuble où est situé une enseigne, un panneau-réclame ou une affiche ; » ;

4° par l'addition au paragraphe 42a :

a) après le sous-paragraphe 14, du suivant :

« 14.1- régir ou prohiber par zone, la construction, l'implantation ou l'opération d'héliports ou d'aérodromes privés ; » ;

b) après le sous-paragraphe 23, du suivant :

«24– prescrire, par zone, avec ou sans exception pour les antennes utilisées à des fins de sécurité publique, des exigences relatives au mode et au lieu d'installation, à l'entretien, au nombre et à la hauteur des antennes et autres dispositifs semblables, à l'extérieur des bâtiments ou de certaines catégories de bâtiments.

Pour obliger le propriétaire d'une antenne non conforme ou devenue non conforme à tout règlement concernant les antennes ou à ses modifications, à la rendre conforme à tels règlements et à ses modifications ou à l'enlever, sans indemnité, dans les délais fixés par le conseil; pour fixer ces délais en fonction des diverses catégories d'antennes qu'il détermine ou de leur coût pourvu que ces délais ne soient pas inférieurs à un an ni supérieurs à deux ans à compter de l'entrée en vigueur de tels règlements ou de ses modifications.

Pour prescrire que les antennes qui n'ont pas été rendues conformes dans les délais fixés peuvent être enlevées par la ville, sans indemnité, après avis écrit de quatre-vingt-dix jours donné à leur propriétaire, sous réserve du droit de la ville de les enlever en tout temps lorsque la sécurité publique l'exige.

Pour décréter que les frais d'enlèvement encourus par la ville constituent contre la propriété une charge assimilée à la taxe foncière privilégiée au même rang et recouvrable de la même manière. » ;

5° par l'addition, au paragraphe 42c, après le sous-paragraphe 8, du suivant:

«8.1– exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale ayant pour conséquence de créer un lot de dimension inférieure à celle prescrite et effectuée en vue d'une aliénation au propriétaire d'un lot adjacent, le dépôt simultané, pour approbation, d'un autre plan relatif à une opération cadastrale ayant pour objet de réunir les deux lots en un seul; » ;

6° par l'addition, à la troisième ligne du paragraphe 42k, après le chiffre « 42i », des mots « , pour prescrire les plans et documents qui doivent être soumis par le requérant » ;

7° par le remplacement, au paragraphe 204, à la sixième ligne du premier alinéa et à la troisième ligne du deuxième alinéa, du mot « dix » par le mot « vingt ».

12. L'article 449 de cette charte, tel que modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, est abrogé.

13. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 489d, des suivants:

« **489e.** La ville peut adopter un règlement relatif à l'élimination des agents polluants de l'air et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, pour :

1° interdire ou réglementer l'utilisation et la possession de toute substance, appareil, machine, ouvrage ou installation dont l'usage peut causer l'émission d'agent polluant de même que toute activité dont l'exercice peut produire le même effet et prescrire que cette utilisation et que cet exercice sont prohibés en tout temps ou pendant certaines périodes dans tout le territoire de la ville ou dans une partie seulement de ce territoire;

2° obliger toute personne qui possède ou utilise une substance, un appareil, une machine, un ouvrage ou une installation prévus au paragraphe 1° ou qui exerce ou se propose d'exercer une activité visée par ce paragraphe à se procurer un permis de la ville, déterminer les conditions d'octroi, de suspension ou d'annulation de ce permis et obliger ces personnes à soumettre des rapports écrits, en la forme prescrite par le comité exécutif, sur les matières prévues au paragraphe 1°;

3° prescrire, par ordonnance du comité exécutif approuvée par le ministère de l'Environnement, les méthodes de prélèvement, d'analyse et de calcul des substances dont l'usage peut amener la pollution de l'air ainsi que de toute matière polluante; obliger toute personne visée au présent article à installer à l'endroit déterminé par le directeur du service compétent les ouvrages qu'il juge nécessaires pour permettre le prélèvement et l'analyse d'une source de pollution;

4° obliger les propriétaires d'immeubles à munir ceux-ci d'appareils destinés à prévenir l'émission de matières polluantes et déterminer les devoirs des préposés au chauffage, à la garde ou à l'entretien des chaudières, fournaies et appareils anti-pollution;

5° obliger les propriétaires d'établissements industriels, d'incinérateurs ou de machinerie à les munir d'appareils anti-pollution qui éliminent l'échappement dans l'atmosphère de matières polluantes contenant plus que la proportion permise par ce règlement;

6° prescrire la façon dont il peut être disposé de résidus industriels ou autres qu'elle considère des agents polluants de l'air, obliger les personnes désirant disposer de tels agents polluants à le faire de la façon prévue par le règlement ou approuvée par le directeur du service compétent et prohiber l'abandon sur son territoire de tout agent polluant non traité de cette façon;

7° réglementer l'entretien des appareils, machines, ouvrages et installations visés au présent article;

8° autoriser le directeur du service compétent ou un autre fonctionnaire qu'elle désigne à cette fin à faire cesser l'émission d'un agent polluant ou une activité s'y rapportant, ou à la faire diminuer dans la mesure qu'il détermine, tant qu'il juge que la présence de cet agent polluant constitue un danger immédiat pour la vie ou la santé des personnes, de la faune ou de la flore;

9° limiter la période de fonctionnement du moteur d'un véhicule stationné et interdire l'émission de fumées ou d'émanations gazeuses, provenant d'un véhicule, dont l'opacité, le taux ou la concentration excède le degré qu'elle fixe;

10° prescrire qu'une infraction à un règlement ou à une ordonnance adopté en vertu du présent article ou à l'article 489f ou 489g entraîne comme pénalité:

a) pour une première infraction, une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$, avec ou sans frais;

b) pour une infraction subséquente commise au cours des 12 mois suivant la commission de l'infraction précédente, une amende de 2 000 \$ à 20 000 \$, avec ou sans frais.

La ville, le directeur ou le fonctionnaire visé au paragraphe 8° du premier alinéa ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'un acte accompli de bonne foi en vertu de ce paragraphe. Une décision prise par le directeur ou le fonctionnaire en vertu de ce paragraphe peut être portée en appel conformément aux articles 96 à 103 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2). Malgré l'appel, la décision demeure exécutoire à moins que la Commission municipale du Québec n'en ordonne autrement conformément à l'article 99 de cette loi.

Un règlement adopté en vertu du présent article doit, pour entrer en vigueur, obtenir l'approbation du ministre de l'Environnement.

Un règlement du gouvernement portant sur le même objet prévaut sur un règlement pris en vertu du présent article, à moins que ce dernier ne soit approuvé par le ministre de l'Environnement, conformément à l'article 124 de la Loi sur la qualité de l'environnement auquel cas, ce règlement prévaut dans la mesure que détermine le ministre. Avis de cette approbation est publié sans délai à la *Gazette officielle du Québec*.

«**489f.** Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires et employés de la ville chargés de l'application des règlements et ordonnances adoptés en vertu de l'article 489e peuvent pénétrer à toute heure raisonnable:

1° dans un endroit où se trouve ou peut se trouver une substance, un appareil, une machine, un ouvrage ou une installation faisant l'objet de ces règlements ou ordonnances; ou

2° dans un endroit où s'exerce ou peut s'exercer une activité faisant l'objet de ces règlements ou ordonnances.

Ces fonctionnaires ou employés peuvent examiner ces substances, appareils, machines, ouvrages ou installations; ils peuvent aussi exiger la production des livres, registres et documents relatifs aux matières visées par ces règlements ou ordonnances; ils peuvent également exiger tout autre renseignement à ce sujet qu'ils jugent nécessaire ou utile. Une personne doit donner suite à ces demandes.

«**489g.** Nul ne peut entraver un fonctionnaire ou employé visé à l'article 489f dans l'exercice de ses fonctions. Notamment, nul ne peut le tromper ou tenter de le tromper par des réticences ou par des déclarations fausses.

Le fonctionnaire ou employé doit, s'il en est requis, s'identifier et exhiber un certificat attestant sa qualité, signé par le directeur du service compétent.

«**489h.** Aux fins de l'article 489e, «agent polluant» ou «matière polluante», signifie toute substance qui se trouve dans l'air à une concentration définie par le règlement comme nuisant à la santé des humains ou des animaux ou interférant avec la vie des plantes ou endommageant les biens matériels ou diminuant le confort des personnes ou à une concentration telle qu'elle est susceptible de causer l'un quelconque de ces effets.

«**489i.** La ville est dispensée de l'obligation de fournir caution lorsqu'elle demande une injonction interlocutoire pour faire cesser la commission d'une infraction à un règlement ou à une ordonnance adopté en vertu de l'article 489e ou à l'article 489f ou 489g. ».

14. L'article 548e de cette charte, édicté par l'article 12 du chapitre 80 des lois de 1973, modifié par l'article 22 du chapitre 54 des lois de 1976 et par l'article 47 du chapitre 61 des lois de 1984, est de nouveau modifié par le remplacement, à la fin du premier alinéa, des mots «lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil» par les mots «seul lot distinct sur les plans officiels du cadastre».

15. Aucune irrégularité ou illégalité ne peut être soulevée à l'encontre des règlements 3009 «Décrétant une cotisation pour la

SIDAC — Mail Centre-Ville de Québec pour la période débutant le 11 octobre 1983 et se terminant le 31 décembre 1984 », 3010 « Décrétant une cotisation pour la SIDAC du Vieux-Québec pour la période débutant le 29 février 1984 et se terminant le 31 décembre 1984 », 3042 « Décrétant une cotisation concernant certaines SIDAC pour l'exercice financier 1985 », 3141 « Décrétant une cotisation concernant certaines SIDAC pour l'exercice financier 1986 », 3224 « Décrétant une cotisation concernant certaines SIDAC pour l'exercice financier 1987 » et 3330 « Décrétant une cotisation à l'endroit des membres de certaines SIDAC pour l'exercice financier 1988 » en raison du fait que ceux-ci ont été adoptés par le Conseil avant l'entrée en vigueur du paragraphe 2° de l'article 21 du chapitre 88 des lois de 1988. Le présent article n'affecte pas une cause pendante, une décision ou un jugement rendu.

16. La désignation des immeubles mentionnés dans l'avis de vente du 3 septembre 1987, dont copie a été déposée à la division d'enregistrement de Québec, le 3 septembre 1987, sous le numéro 11833, et dans un acte d'adjudication et de vente par le shérif adjoint du district de Québec, le 20 octobre 1987, est réputée et a toujours été réputée être la suivante :

« Une parcelle de terrain connue et désignée comme étant une partie du lot 231-B du cadastre de la paroisse de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par le lot 231-B-85, vers le sud-est par le lot 231-B-61 (carré le Barbot), vers le sud-ouest par une partie du lot 231-B (Jeanne Harvey), et vers le nord-ouest par le lot 231-B-16; mesurant 12,15 mètres vers le nord-est, 6,09 mètres vers le sud-est, 17,63 mètres vers le sud-ouest, 12,14 mètres vers le nord-ouest. Cette parcelle contient en superficie environ 126,7 mètres carrés sans garantie de mesures précises, celle-ci n'ayant fait l'objet d'aucun arpentage.

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot 231-B-85.

Un immeuble connu et désigné comme étant les lots 232-629 et 232-630 du même cadastre. ».

17. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).